La nécessité du dialogue

Partage international n° 202 – Juin 2005

Interview de Alastair Crooke

par Gill Fry

Alastair Crooke a passé près de trente années dans les services diplomatiques britanniques, chargé de la résolution des conflits en Irlande, en Afrique du Sud, en Namibie, en Afghanistan, au Cambodge et en Colombie. Il a été conseiller auprès de Javier Solana, Haut Représentant pour la politique étrangère et la sécurité commune de l'Union européenne, et a coordonné la médiation lors de conflits arabo-israélien et palestino-israélien. En 2002, il a négocié avec succès la fin du siège de l'église de la Nativité à Bethléem. Le gouvernement britannique l'a récompensé en 2003 pour services rendus dans le processus de paix au Moyen Orient.

A. Crooke est directeur et membre fondateur du Conflicts Forum, une ONG multinationale indépendante basée en Angleterre, regroupant des professionnels cherchant à surmonter les barrières existant entre l'Islam et l'Occident. L'objectif de ce forum est de tenter « d'établir une nouvelle compréhension de l'Islam… et de faire changer l'orthodoxie occidentale régnante qui perçoit l'islamisme comme une idéologie hostile au programme de démocratie mondiale et de bonne gouvernance ». *Gill Fry a interviewé Alastair Crooke pour* Partage international.

Partage international : *Quand le Conflicts Forum a-t-il été créé et quels sont ses buts ?*
Alastair Crooke : Au cours de l'année 2003, j'ai travaillé avec l'Union européenne pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu dans le contexte palestinien entre le Hamas, le Djihad et les représentants du Fatah. Cela avait bien marché pendant un certain temps, puis le bombardement de Jérusalem en août 2003, suivi de l'assassinat du leader du Hamas, ont tout fait capoter. L'attaque à la bombe n'avait pas été revendiquée ni organisée par les leaders du Hamas, mais était due à l'initiative d'un petit groupe de Hébron agissant en dépit des accords de cessez-le-feu. Ceci a provoqué mon départ de l'Union européenne : Jack Straw a dit à Javier Solana que je devais me retirer et j'ai quitté le gouvernement. C'était comme quitter de nouveau l'école et recommencer une nouvelle vie.

J'ai été invité à donner des conférences sur la question palestinienne, mais je me suis vite rendu compte que les gens s'intéressaient davantage de savoir qui étaient ces islamistes. Sont-ils vraiment une menace pour nous ? Quelle est la différence entre le Hezbollah et Al Qaïda ? Nous avons réuni un groupe ayant eu des contacts directs avec ces gens afin de tenter d'expliquer qui ils sont et les différences existant entre ces groupes que nous décrivons indistinctement comme des Islamistes et que nous qualifions souvent de « terroristes » bien qu'ils aient des programmes politiques, des objectifs et des caractéristiques très différents.
En dehors de l'étiquette que l'Occident leur a collée, il n'existe pratiquement rien de commun entre des groupes comme le Hamas et Al Qaïda ou le Salafi Djihadi.

PI. *Le Conflicts Forum a organisé, en mars 2005, un meeting à Beyrouth intitulé «L'Islam et l'Occident : Ouvrir la voie à un dialogue pacifique. » Quel était le but de ce meeting et qui était concerné ?*
AC. Notre but était d'amener les Américains et les Européens à comprendre les points de vue et les problèmes auxquels
les groupes islamistes sont confrontés dans leur société, et comment ils envisagent leur rôle dans la transition. Non pas pour entendre des recommandations ou faire de la politique, mais seulement pour nous écouter, nous, sans que nous soyons influencés par l'un ou l'autre gouvernement. Nous essayons de rester indépendants parce que nous sentons qu'à ce stade c'est pratiquement impossible pour les gouvernements de le rester. Beaucoup de gouvernements sont prisonniers de leur propre rhétorique et il leur est très difficile d'y échapper.
Nous avions ce que je décrirais comme « les quatre piliers de l'Islam politique » : la Fraternité musulmane, le Hamas, le Hezbollah et le Jamaat-Islami du Pakistan. Même s'ils ne représentent pas la totalité de l'Islam politique, ce sont les poids lourds en matière de pensée, de philosophie et de pouvoir intellectuel, et il était important de réunir ces gens avec huit Américains et six Européens.
Nous sommes délibérément restés modestes, sans programme autre que celui d'écouter et, pour une fois, de ne pas leur parler. L'Occident a une très mauvaise réputation en matière d'écoute. Nous avons tendance à très vite monopoliser la parole, si bien que le but n'était pas de résoudre des problèmes politiques, mais simplement d'écouter. Pas plus que

le Hezbollah, le Hamas n'avait pas rencontré d'Américains depuis des années, si bien que cet événement revêtait une certaine importance.

PI. *Des représentants de gouvernements n'auraient pas eu la possibilité de faire cela ?*
AC. Ils auraient eu des difficultés parce qu'il s'agit d'organisations non autorisées. L'objectif était de leur permettre de s'exprimer : il reste beaucoup de questions à débattre et à tirer au clair. Tout aussi important que la conférence, moi-même et un autre délégué (un expert américain du Moyen Orient), Graham Fuller, avions participé à un débat de 90 minutes sur Al Jazira (télévision) avec le représentant du Hamas et du Hezbollah. Cette émission, diffusée quatre fois, a été suivie par beaucoup de musulmans. Que d'anciens officiels européen et américain débattent, à la télévision, de ces sujets, avec des représentants du Hamas et du Hezbollah a été considéré comme un tournant. Il ne s'agit pas seulement de changer la perception des Occidentaux, mais il est tout aussi important de montrer aux musulmans qu'il y a des gens en Europe et en Amérique qui sont vraiment préoccupés par la discorde qui s'est installée, et qui veulent rétablir une écoute mutuelle. Nous avons aussi été interviewés par d'autres chaînes arabes. Nous espérons donner des conférences ailleurs afin de développer une dynamique émanant du peuple et pas nécessairement de la part des gouvernements. Cela ne veut pas dire que nous excluons les gouvernements – plus nous serons nombreux et mieux ce sera – mais nous essayons d'encourager les gens à écouter et à parler. Nous avons reçu un excellent accueil de la part des groupes islamistes ainsi que des Etats-Unis et de l'Europe.

PI. *Quelles sont les préoccupations des groupes islamistes ?*
AC. Il est très important, en termes d'économie, de reconnaître la nécessité de préserver son identité. L'économie islamique est née en Inde dans une tentative de préserver l'identité musulmane dans un contexte hindou. Il s'agit maintenant d'essayer de maintenir certaines valeurs morales au sein d'une économie toujours plus mondialiste et technique.
Un autre élément consiste à voir comment vous pouvez opérer des transitions dans la société en utilisant les structures traditionnelles : famille, famille élargie, tribu, groupes sociaux plus larges, et les considérer comme des outils pour la transition plutôt que comme des obstacles. De plus en plus, surtout parmi les islamistes non Arabes, on entend dire que le projet occidental d'occupation et d'hostilité envers l'Islam ne vise pas seulement à occuper des territoires musulmans – Palestine, Irak, Afghanistan, la rhétorique contre la Syrie, le Soudan et l'Iran – mais à s'approprier les ressources musulmanes pour satisfaire aux intérêts économiques occidentaux. Il s'agit de l'utilisation des ressources minières, des pipelines et du gaz – considérant les musulmans comme des clients consommateurs dans un monde occidental matérialiste afin d'apporter aux capitalistes des ressources destinées à la société de consommation.

PI. *Beaucoup de gens en Occident pensent que c'est une erreur de négocier avec ceux qu'on appelle les « terroristes ». Qu'en pensez-vous ?*
AC. Nous sommes souvent accusés de donner une légitimité à ces groupes en leur parlant – mais en réalité c'est le contraire. En diabolisant, excluant et aliénant ces groupes, vous ne faites qu'accroître leur frustration et leur colère, ce qui les conduit à la violence. Par conséquent, ce que nous faisons est destiné à briser le cycle de la violence. Ce n'est pas une question de légitimité – c'est ainsi qu'on lance un processus politique.

PI. *Lors de vos entretiens avec des groupes comme le Hezbollah et le Hamas, trouvez-vous des gens qui voient l'autre face de la médaille, qui ne se contentent pas de coller à leur programme et à leurs objectifs ?*
AC. Avec le Hamas et le Hezbollah, il est important de voir que ces groupes jouissent d'une immense crédibilité et légitimité au sein de leur propre population. Ils ne sont pas, comme souvent décrits en Occident, des marginaux ou des criminels ou de petites bandes armées. Au contraire, le Hezbollah est probablement la plus importante force politique du Liban. Il gère des hôpitaux, des écoles et dispose d'un vaste programme de protection sociale. Le Hamas a lui aussi un important programme de protection sociale. Ces groupes soutiennent les élections, souhaitent avoir un gouvernement efficace et intègre, croient à la réforme constitutionnelle et aux droits de l'homme.
Ce qui est perçu en Occident, c'est l'emploi de la violence politique. Mais il existe une autre image : ils sont les porte-flambeaux qui s'engagent le plus dans les élections, les réformes et l'amélioration des conditions de vie des musulmans ordinaires. C'est un aspect dont il faut par conséquent tenir compte.

PI. *Comment peut-on établir la confiance entre deux parties adverses lors des négociations de paix ?*
AC. Je pense que cela dépend de deux simples facteurs. Il est important de traiter les gens avec respect et courtoisie. Je ne pense pas qu'il y ait des trucs magiques pour créer la confiance. Il faut être honnête et franc, et il est aussi important d'être authentique. Il est facile de critiquer sa propre société ou son gouvernement, mais ces gens

souhaitent comprendre votre société, et pas une voix dissidente de votre société. Il est donc très important d'expliquer comment la société parvient à un système politique.
La capacité d'écoute est très importante. Nous autres Occidentaux avons des opinions très arrêtées, et nous n'avons pas conscience d'être aussi profondément assujettis à ces opinions particulières touchant à la modernité et au progrès. Nous avons l'impression, alors que la société devient plus prospère, que toutes les valeurs convergent vers des valeurs occidentales libérales et laïques. Nous n'avons aucune véritable raison de penser cela, mais cela conditionne notre pensée. Il faut donc mettre en parallèle les préceptes des deux parties et garder l'esprit ouvert. Sommes-nous vraiment sérieux au sujet de la démocratie et du pluralisme ? Pouvons-nous être aussi pluralistes à propos des groupes islamistes qu'à propos des groupes laïcs ? Sommes-nous vraiment aussi éthiques que nous le prétendons ? Les musulmans nous voient discuter beaucoup d'éthique : nous croyons être éthiques, mais ils voient que dès que nous avons le dos au mur, la société occidentale accepte de sacrifier des civils et des enfants. Si bien qu'ils nous défient – et nous devons à notre tour les défier.
Comment pouvez-vous offrir une image morale de la société, comme les islamistes tentent de le faire, en évitant ce qu'ils considèrent comme une faiblesse de la société occidentale : fragmentation, solitude, sentiment de désespoir et de vide d'une société matérialiste ? Comment y parvenir tout en conservant un domaine ouvert à la discrétion personnelle ? Comment permettre que les gens respirent librement tout en conservant des valeurs morales ? Ce sont là des questions difficiles. Comment peuvent-ils concevoir des gens laïcs dans de telles sociétés ? Je ne pense pas que quiconque souhaite que la domination des uns soit remplacée par la domination des autres sous forme de tyrannie. Comment concevez-vous une participation populaire aux affaires des gouvernements dans une société dominée par les valeurs de la foi ? Il est très difficile pour les deux parties d'écouter attentivement, à moins de commencer à réfléchir à ces problèmes.

PI. *Comment réagir si la confiance a été établie et qu'une des parties brise cette confiance : continuer à faire confiance afin de créer davantage de confiance ? Ou bien cela met-il fin à toute possibilité de poursuivre le dialogue ?*
AC. Certainement pas. D'après mon expérience, le processus n'est jamais aussi tranché, mais graduel. Dans la plupart des organisations, il y a des courants qui sont en faveur du changement, et d'autres qui n'en sont pas convaincus, qui attendent que les événements décident pour eux. La confiance n'est pas quelque chose de linéaire et de permanent.
Une bombe a explosé à Jérusalem pendant la Hudna [trêve] de 2003, ce qui a provoqué une rupture dans la confiance du Hamas. Cet événement a été provoqué pour défier les dirigeants par un petit groupe de personnes qui avaient décidé d'agir de manière indépendante dans leur propre intérêt et selon leurs propres règles. Cela signifie-t-il qu'il faut tout arrêter ? D'un point de vue historique, toute transition dans la société a été marquée par la violence et a souvent duré un certain temps. C'est une chose à laquelle il faut s'attendre. Il y aura des pas en avant et des pas en arrière. Cela ne signifie pas que la confiance a disparu et qu'il faut ignorer les changements. Au contraire, cela doit faire partie de vos espérances. Il y aura des retours en arrière et des accès de violence, même lors d'un processus qui évolue globalement dans la bonne direction.

PI. *Faut-il éviter les calendriers, avec leurs échéances ?*
AC. Je ne pense pas qu'il faille abandonner les échéances, mais il faut être réaliste par rapport au temps ; souvent, les gens essayent d'adapter le processus à un agenda interne particulier répondant à leurs propres préoccupations. Cela prend du temps car il s'agit d'un processus de changement et de réflexion entre des gens confrontés à des idées difficiles à admettre. Il faut du temps pour les assimiler, les admettre plus largement, si bien qu'il faut s'attendre à des échecs. Si vous entamez un processus de paix et qu'au bout d'un an il se produit une explosion de violence et que vous dites : *« C'est raté, nous ne sommes arrivés à rien, »* – ce n'est pas une réponse. Vous pouvez très bien être sur la bonne voie, et c'est précisément parce que ça marche qu'une explosion de violence se produit, du fait qu'il y aura toujours des réactions de rejet.

PI. *C'est un élément courant avec la situation israélo-palestinienne : les négociations avancent bien, un événement violent se produit et les Palestiniens doivent subir de plus en plus de restrictions, ce qui engendre davantage de tensions.*
AC. La situation israélo-palestinienne est particulièrement insoluble du fait que la violence et les conflits des dernières années de cette seconde intifada ont conduit à une immense déshumanisation mutuelle. Les Israéliens voient les Palestiniens non pas tant comme des êtres humains mais comme l'ennemi, le mal, les terroristes, et beaucoup de Palestiniens voient les Israéliens comme des occupants sans cœur. Le sénateur George Mitchell, qui ne s'occupait pas seulement des Palestiniens mais aussi de l'Irlande du Nord, m'a dit un jour au sujet de l'Accord du Vendredi Saint, qu'un des critères pour un processus de paix est que les deux

parties doivent au moins admettre que la partie adverse peut avoir un argument à présenter. Si les deux parties ne peuvent même pas admettre que l'autre partie a un argument – ils peuvent ne pas être d'accord – alors la base d'un processus de paix fait défaut. Je crains que ces dernières années de violence aient conduit les deux communautés à devenir de plus en plus indifférentes à ce qu'elles infligent à l'adversaire.

PI. *Vous vous êtes occupé des négociations pendant le siège de l'église de la Nativité à Bethléem en 2002. Pouvez-vous décrire comment cette situation a été résolue ?*
AC. C'était une affaire compliquée car il s'agissait en réalité d'une prise d'otages dans une affaire de prise d'otages, avec plus de 200 Palestiniens entourés par l'armée israélienne. L'armée avait apporté des grues et des chars avec des tireurs d'élite afin d'éliminer les gens qui se déplaçaient dans l'église et dans les différentes cours intérieures. Dans l'église se trouvaient une vingtaine de personnes convaincues que les Israéliens cherchaient à les tuer, et ils gardaient le plus possible de gens en otage afin de maîtriser leur propre situation d'otages. La situation se compliquait à cause des pressions exercées de l'extérieur par les Etats-Unis qui voulaient qu'elle soit rapidement résolue ; et en raison des négociations de Y. Arafat avec Israël et les Etats-Unis pour mettre fin au siège de son quartier général.
Il y a eu des hauts et des bas, mais on a fini par réussir. A la fin, dans le cadre de l'accord, j'ai emmené 13 des Palestiniens pour les réinstaller à Chypre puis dans l'Union européenne. Il existait des rivalités au sein du groupe dans l'église. Des négociateurs ont été renvoyés deux fois et remplacés ; avec les Etats-Unis qui intervenaient, qui se retiraient et intervenaient de nouveau. Tout cela fut très compliqué, mais nous avons eu de la chance car il y avait des explosifs et que les choses auraient pu tourner très mal, vu la tension.

PI. *Qu'est-ce qui empêche la volonté des Nations unies de s'exprimer clairement dans le problème israélo-palestinien ?*
AC. C'est avant tout le droit de veto des Américains au sein du Conseil de sécurité. Les Etats-Unis ont imposé leur veto sur un grand nombre de résolutions sous prétexte qu'elles étaient déséquilibrées ou qu'elles ne tenaient pas suffisamment compte des attaques contre Israël. Beaucoup de résolutions ont été prises par les Nations unies dans le contexte palestinien et israélien, mais très peu d'efforts ont été faits de la part de la communauté internationale pour qu'elles soient appliquées. La majorité du peuple israélien considère l'Onu avec méfiance : ils ne lui font pas confiance, se montrent hostiles et suspicieux et ne la voient pas comme une organisation impartiale et équitable. Ce n'est pas l'image que donne l'Onu, mais c'est l'un des facteurs qui rendent le travail difficile.

PI. *Considérez-vous les Nations unies comme « un espoir pour le monde » ?*
AC. Je pense que l'Onu ou un autre organisme apparenté est clairement essentiel dans l'ensemble du processus. Plusieurs éléments l'empêchent d'être plus efficace. L'Onu a besoin d'un consensus suffisant parmi les grandes puissances, et le secrétaire général – simple fonctionnaire du Conseil de sécurité – n'est pas un acteur indépendant. L'Onu n'a pas toujours été efficace : la contrainte d'avoir besoin d'obtenir des quotas de personnes et une structure équilibrée n'a pas nécessairement servi à choisir le meilleur personnel et à prendre les meilleures décisions.
Il a régné une atmosphère de résignation et d'inefficacité dans l'esprit de *« c'est le mieux que nous puissions faire »,* et il y a trop de contraintes. Il existe un besoin urgent d'avoir une structure opérationnelle beaucoup plus efficace avec une autorité permettant d'agir. En l'état actuel, cela prend trop de temps pour faire intervenir l'autorité, et lorsque l'autorisation est donnée, elle est trop bureaucratique.

PI. *Quelle est votre opinion sur la guerre en Irak ? Auriez-vous soutenu une solution alternative ?*
AC. Je ne pense pas que la guerre en Irak ait été bien conçue, ni qu'elle ait atteint ses objectifs. Il est trop tôt pour le dire, mais elle pourrait facilement donner lieu à une instabilité accrue dans la région. Elle pourrait conduire à une plus grande tension entre les sunnites et les chiites, à une guerre civile, et pourrait avoir un impact sur d'autres pays. L'élimination de Saddam Hussein valait-il vraiment le prix payé ? Seule l'Histoire jugera si l'énorme perte en vies de civils et l'instabilité générale de la région étaient justifiées.
Si cette guerre apporte un relâchement de la structure politique qui permettrait aux islamistes de participer ou d'avoir une quelconque raison de s'engager dans le processus politique, nous pourrions ne pas aboutir à la démocratie libérale, laïque, de type capitaliste qui avait été envisagée pour le Moyen Orient en général. Cela pourrait donner un résultat positif inattendu de fluidité. Je travaille à la résolution de conflits depuis 25 ou 30 ans, et n'ai connu aucun cas où les gens se sont assis face à face en sachant à quoi ils aboutiraient. Dans tous les cas, la seule chose certaine était ce à quoi on ne s'attendait pas.

PI. *Pensez-vous que l'opinion publique est en avance*

sur les politiciens qui nous représentent ? Avant la guerre d'Irak, 12 millions de citoyens dans le monde ont manifesté contre un engagement militaire. Considérez-vous cela comme une force mondiale croissante vers un mieux ?

AC. J'y vois un certain paradoxe. Je pense que cette grande manifestation populaire de scepticisme et de doute est très positive. Mais ce que je trouve beaucoup moins positif, c'est la frustration et le sentiment d'aliénation qui l'ont suivie. De plus en plus, les gens qui prennent d'habitude part aux activités politiques demandent : *« Peut-on encore changer de politique ? »* Vous pouvez voir 1,5 million de personnes dans les rues ; nous avons des élections mais pas de choix ; des commissions d'enquête comme le comité Butler [examen par les services de renseignement britanniques sur les armes de destruction massive] et que se passe-t-il ? Rien. On se contente de poursuivre la même politique, avec les mêmes politiciens, les mêmes choix limités.

Beaucoup de gens ont l'impression d'un accord presque tacite entre les politiciens professionnels : limitons le débat à des choses simples et peu exigeantes. Ne parlons pas de l'Europe, de nos relations avec les Etats-Unis, et surtout pas de l'Irak parce que ce serait dangereux pour nous tous. Les gens sont de plus en plus frustrés et se tournent vers ce que j'appellerais « une politique anti-politiciens ».

Comment changer cela ? Avons-nous réellement une démocratie en Occident ? Je pense qu'il y a chez les gens un profond sentiment de lassitude, de ne plus avoir de véritable choix ou d'être incapable d'influencer les politiciens.

PI. *Vous vous êtes occupé de la résolution de conflits en Palestine, Afghanistan, Irlande du Nord, Colombie, Cambodge, Namibie et Afrique du Sud. Qu'est-ce que ces pays ont en commun ?*

AC. Dans un sens, rien, mais d'un autre côté, un élément très simple : l'incapacité des gens à écouter. Des opinions tranchées, l'exclusion et la diabolisation d'êtres humains afin de les exclure du pouvoir ou du processus politique ; et des sentiments très forts, obsessionnels. Certains parlent de la politique et de la résolution des conflits comme s'il s'agissait d'une science, mais je pense qu'il s'agit bien davantage de sentiments et de respect vis-à-vis de choses tangibles : comment faire en sorte que les gens sentent qu'ils sont égaux et respectés lors d'une négociation. Comment vous affrontez les inégalités du pouvoir de manière à donner aux parties présentes le sentiment d'être respectées. Sentiments et émotions sont souvent négligés. En Occident, nous sommes mal à l'aise rien qu'à la pensée que des sentiments comme la colère et le ressentiment existent, parce qu'ils ne correspondent pas à notre état d'esprit. Nous considérons la vengeance comme primitive – mais la réalité, c'est que nous éprouvons les deux aussi bien à titre personnel qu'en tant que communauté.

PI. *Quels sont les effets de la violence sur la communauté ?*

AC. Ce qui n'est pas assez reconnu, c'est l'impact sur la communauté des traumatismes, des conflits, de la perte d'un être cher et de l'humiliation, qui engendrent des sentiments intenses, puissants. La même chose se produit au sein de nos propres sociétés où les gens sont poussés à des actes considérés comme irrationnels : une mère avec ses enfants qui jette sa voiture d'une falaise ou dans une rivière. Tout le monde dira : *« Comment a-t-elle pu faire cela ? »* Sans doute en raison d'un abus sexuel, d'une humiliation ou de tout autre stress, mais l'impact est le même sur une communauté traumatisée pendant un certain temps. La violence est quelque chose qui vous saisit ou que vous repoussez, et les psychiatres disent que ces sentiments violents peuvent perdurer longtemps chez des individus ou dans des communautés. La colère, l'agression, la perte de l'espoir, le contrôle exercé sur sa vie, l'incapacité de faire ce qu'on aspire à faire peuvent engendrer de gros accès de colère. Les étrangers disent souvent : *« Les gens ne voient-ils pas qu'ils auraient tout intérêt à abandonner la violence ? »* C'est ce qui apparaît de l'extérieur, mais pour ceux qui sont en plein dedans, ils sont envahis par la violence de leur sentiment de colère et leur désir de vengeance.

PI. *Lors des négociations de paix en Afrique du Sud, Nelson Mandela doit avoir représenté une grande inspiration ?*

AC. Il est de ces personnages incroyables dont la personnalité a un grand rayonnement. Il existe des personnes auxquelles les gens font simplement *confiance*, qui peuvent irradier l'intégrité et un réel sentiment de justice, et c'est très important que de telles personnes s'investissent. Les politiciens sont très souvent jaloux et méprisent de telles personnes : ils voient en elles une critique implicite de leur propre faiblesse, si bien qu'ils détestent les voir s'engager dans le processus. Il y a quelque chose d'intangible – ne me demandez pas quoi – mais vous pouvez le constater. Socrate a dit qu'il est difficile de définir la beauté, mais que quand vous la voyez, vous la reconnaissez. N. Mandela possède sans aucun doute des caractéristiques personnelles indéfinissables qui lui ont permis de faire des choses que d'autres, peut-être tout aussi intelligents et réfléchis, ne pourraient pas faire.

PI. *Il montra un tel exemple, avec son absence de désir de vengeance et d'amertume après sa sortie de*

prison.

AC. De tels modèles sont importants. Le sénateur Mitchell a cette même capacité d'écoute et sa patience permet aux choses de se développer, de convaincre les gens. Une qualité différente de celle de Mandela, mais cette qualité était remarquable chez lui. Des gens se montrant hostiles et en colère se sentaient écoutés avec attention. C'est une caractéristique très importante. Combien de personnes connaissons-nous qui ont su aller au cœur du contexte israélo-palestinien et qui ont su montrer un tel respect envers tous les peuples de la région ?

PI. *Yasser Arafat semblait posséder les mêmes qualités, mais il a été profondément dénigré par les médias occidentaux.*

AC. Arafat a été diabolisé. Il avait un véritable charisme et le sens de ce qui se passait au sein de sa communauté. Nous sommes aujourd'hui encore les victimes de notre propre propagande, lorsque des gens suggéraient qu'Arafat était à l'origine de tous les problèmes.

Maintenant qu'il nous a quittés, les gens réalisent qu'il n'était pas la source des problèmes, mais qu'il occupait simplement, comme il l'avait toujours fait, le centre de l'arène avec les interconnections complexes des intérêts et des opinions des Palestiniens, et c'est ainsi qu'il a survécu – non pas par la tyrannie, mais parce qu'il restait soigneusement au centre de cette étrange et complexe pensée palestinienne. Il était toujours au centre : tout le monde pouvait lui parler et il parlait à tout le monde, il avait la légitimité, la crédibilité et l'influence. Mais l'influence ne venait que de lui, il n'y avait en réalité aucun mécanisme. J'allais souvent lui rendre visite à son bureau. Il n'y avait aucune structure pour faire fonctionner les choses. Y. Arafat faisait cela en grande partie grâce à sa force de caractère, un homme remarquable. Cet homme avait aussi le potentiel de résoudre le conflit.

PI. *Le fait de vivre dans son quartier général à Ramallah a dû être un énorme stress ?*

AC. Il était toujours mieux dans les situations de stress – cela le stimulait. Plus le stress était grand et plus ses yeux brillaient ! Là où il était vraiment mauvais, c'est quand il avait le cafard ; cela le rendait amer.

Il était très courageux et ne craignait pas de mourir. Une seule chose lui faisait peur – de mourir d'humiliation. Non pas qu'il ait eu peur de mourir, mais il craignait qu'une humiliation infligée à lui, en tant que symbole de la Palestine, ne devienne une humiliation infligée au peuple palestinien, c'est cela qui l'inquiétait.

Auteur : Gill Fry, collaboratrice de Share International basée à Londres (G.-B.).

Thématiques : politique
Rubrique : Entretien